encore le droit à une action à réméré. Celui qui a un droit précaire, résolutoire ou suspensif ou conditionnel peut bien hypothéquer l'immeuble en question, mais il ne s'agit pas de cela, ce qu'il faut étudier c'est de savoir si le droit lui-même ou l'action elle-même peuvent être hypothéqués. Nous répondons sans hésiter dans la négative; en effet, au point de vue pratique ces droits ne sont pas enregistrés comme corps séparés; l'immeuble est enregistré et l'on peut prendre sur icelui des hypothèques si l'on le désire, mais non pas sur des droits ou espérances.

Si celui qui a droit à ces sortes d'actions veut hypothéquer, il le peut peut-être, mais il ne peut hypothéquer à la fois et son droit et la propriété du fonds. Bien qu'à la rigueur, l'on puisse dire qu'il hypothèque son droit, qui est inhérent à sa propriété.

29.—L'hypothèque elle-même est-elle susceptible d'hypothèque? Peut-on hypothéquer une hypothèque?

La question peut se poser parce que l'hypothèque est certainement un droit immobilier bien qu'elle ne soit pas mentionnée comme tel par le code au chapitre des immeubles. D'autant plus que l'hypothèque de l'hypothèque était admise dans le droit romain et dans l'ancien droit français; mais maintenant en France comme chez nous l'hypothèque de l'hypothèque n'existe pas. D'abord l'hypothèque n'est qu'un accessoire et n'est pas un immeuble enregistré, mais est simplement un droit immobilier enregistré sur un immeuble.

D'ailleurs, croyons-nous, l'article 824 du code de procédure qui déclare quels sont ceux qui peuvent faire une opposition en sous-ordre sur une distribution du prix de vente d'un immeuble ne mentionne pas celui qui a une hypothèque sur l'hypothèque, ainsi donc le code refuse de reconnaître cette hypothèque puisqu'elle lui refuse le principal effet de l'hypothèque: le droit de préférence.

Reconnaître cette hypothèque serait de plus le bouleversement de tout notre système de publicité des droits réels.(1)

(1) Arts 2016 et 2042 du Code de procédure.